

# LES FONDS SOUVERAINS ET L'IMPÉRIALISME D'ÉMERGENCE

PIERRE DOCKÈS \*

Les fonds souverains des pays bénéficiaires de balances commerciales structurellement excédentaires, et donc de liquidités importantes, qu'il s'agisse des pays émergents d'Asie ou de pays producteurs de pétrole, ont joué un rôle important et bénéfique au début de la crise financière en acquérant le capital de banques et de grandes entreprises industrielles. Faut-il les considérer comme des chevaliers blancs volant au secours des économies fragilisées du Nord ? Leur retrait relatif après les pertes encourues du fait de la crise priverait-il les économies avancées d'une assistance bien venue ? Leur rôle pourrait redevenir important lorsque le fond de la crise financière sera atteint ; ils pourraient alors s'avérer fort utiles en substituant leurs capitaux à celui des États du Nord très fortement endettés dans nombre d'institutions financières.

Inversement, les fonds souverains sont-ils la pointe avancée d'un « impérialisme d'émergence » ? Risquent-ils de mettre les entreprises et les banques qu'ils détiennent ou contrôlent au service d'intérêts étrangers ? « *Riches is power* » expliquait Thomas Hobbes dans son *Léviathan* précisant qu'il existe « *a general inclination of all mankind, a perpetual and restless desire of Power after Power* » et ce désir « *ceaseth onely in Death* »<sup>1</sup>. Et cette accumulation sans fin du pouvoir est aussi vraie en ce qui concerne les nations que les individus. Les aspects positifs et négatifs ne sont pas contradictoires. Les banques d'affaires secouées par la crise financière avaient besoin d'être recapitalisées, mais les fonds souverains pouvaient cependant rechercher, au-delà des relations d'affaires, des positions de pouvoir.

---

\* Professeur émérite à l'université Lumière Lyon 2, chercheur à Triangle (CNRS, UMR 5206).

*LES FONDS SOUVERAINS :  
CHEVALIERS BLANCS DU CAPITALISME AU NORD ?*

Du point de vue des économies du Nord, les apports en fonds propres des fonds souverains ont été bien venus pour les banques touchées par la crise financière. Ils pourraient le redevenir.

La crise financière en cours pose trois problèmes classiques : un problème de trésorerie, un problème de solvabilité et un problème de rentabilité. En ce qui concerne la trésorerie au jour le jour sur les marchés interbancaires, les banques centrales sont dans leur rôle en fournissant cette liquidité afin et avant que la confiance se rétablisse. Celle-ci suppose que le problème de la solvabilité s'éloigne ; donc que, face à l'énorme endettement, une recapitalisation soit possible. Certes, la crise elle-même peut être autorégulatrice dans la mesure où la rentabilité tend à se relever avec la dévalorisation du capital et l'accroissement du taux de profit. Mais, contradiction bien connue et dangereuse, cette perspective n'est guère favorable pour attirer les capitaux privés nécessaires à la recapitalisation, donc éviter la crise de solvabilité<sup>2</sup>.

On a retrouvé par conséquent l'intérêt des solutions étatiques : l'État peut viser le long terme, se contenter de rendements modestes, voire même assumer des risques importants. Chaque État a fini par voler au secours de ses banques en les recapitalisant plus ou moins massivement, allant même parfois jusqu'à la nationalisation.

Les fonds souverains, eux non plus, ne subissent pas les pressions de court terme des actionnaires privés pour des retours élevés. Ils ont pu jouer un rôle important pour recapitaliser les banques. Les fonds souverains ne se comportent pas seulement comme des actionnaires privés visant des bénéfices à court terme, mais aussi en États capables de voir loin (même s'ils sont loin d'être indifférents aux gains et aux pertes de court terme). Il y eut là une forme de régulation globale inattendue, mais bénéfique. On peut ajouter une deuxième motivation au-delà de leur intérêt d'investisseurs avisés à long terme : les fonds souverains sont aussi venus au secours des institutions financières sous-capitalisées par « solidarité systémique ». Nul n'a intérêt à l'approfondissement de la crise financière, et l'effondrement d'une institution financière majeure doit être à tout prix évité (on l'a vu *a contrario* pour Lehman Brothers). Si la crise est au départ essentiellement américaine, anglaise, voire européenne, elle s'est généralisée en une récession dommageable à tous y compris, comme on le voit aujourd'hui, à la croissance asiatique tirée par les exportations et aux rentrées pétrolières des pays producteurs. Les fonds souverains des pays pétroliers ou de l'Extrême-Orient exportateur avaient tout intérêt à éviter l'effondrement des grands

établissements financiers anglo-saxons et européens. On peut aussi suggérer une troisième motivation : les fonds souverains se seraient simplement trompés quant à l'importance et la durée de la crise et, en recapitalisant les banques, ils pensaient réaliser d'importantes et rapides plus-values.

Quels que soient leurs motifs, au cours de l'année 2007 et au début de l'année 2008, les fonds souverains se sont précipités pour recapitaliser les banques américaines et européennes en difficulté. Ce fut le cas pour Citigroup par Abu Dhabi, Singapour (Government of Singapore), le Koweït (Kuwait Investment Authority), pour Merrill Lynch par Singapour (Temasek), le Koweït, la Corée (Korea Investment Corp.), pour UBS par Singapour, pour Barclays Bank par Singapour (Temasek), la Chine (China Development Bank), pour Morgan Stanley par la Chine (China Investment Corp.), pour HSBC par Dubaï (Dubai International Capital), pour Crédit Suisse par le Qatar, pour Bear Stearns par la Chine (Citic Securities Co).

Le plus souvent ces recapitalisations n'ont pas suffi. Ainsi, en particulier, le gouvernement américain a dû recapitaliser massivement Citigroup ; Merrill Lynch a été racheté par Bank of America laquelle a bénéficié de 25 milliards de capitaux d'État et Bear Stearns a été sauvée par un prêt de 29 Md\$ à JP Morgan afin que celle-ci puisse racheter celle-là. Devant l'ampleur des besoins en capitaux, les fonds souverains, malgré leur puissance financière, n'étaient plus à la hauteur. En outre, voire surtout, ils se sont lassés, ceux qui s'étaient portés au secours des institutions financières en difficulté s'y étant sévèrement brûlés les doigts (même si on ne connaît les pertes avec précision que pour le fonds norvégien). Au milieu de l'année 2008, et plus encore après le 15 septembre 2008, date de la faillite de Lehman Brothers, il est devenu clair que l'on ne pouvait plus compter sur les fonds souverains.

Cependant, il est probable que l'histoire bascule à nouveau et que les fonds souverains reviennent dans le capital des institutions financières et des entreprises du Nord, lorsqu'ils estimeront que le fond de la crise financière est atteint et qu'il redevient envisageable de faire de fortes plus-values tout en limitant les risques par la diversification des acquisitions. Les pays pétroliers, en outre, doivent continuer à chercher à se constituer des sources de revenus pouvant compenser la baisse future des recettes pétrolières. Pour les grands pays asiatiques, il leur faut également éviter les conséquences de ce qui reste une fragilité financière, ils doivent donner confiance aux entreprises et aux institutions financières qui investissent chez eux. Tout cela ne serait que de la bonne gestion à longue portée.

Il y a plus. S'ils recherchent des rendements plus élevés que ceux

obtenus par les achats traditionnels d'obligations du Trésor américain, en achetant le capital des banques et des entreprises américaines ou européennes, ils visent aussi des bénéfices d'un autre ordre : s'assurer le contrôle, au moins la « bienveillance », des grandes banques ou de groupes industriels occidentaux pour conforter la puissance des groupes et entreprises nationaux, faciliter le transfert des technologies. Au-delà du rendement financier, ils visent à assurer leur avenir, le renforcement de leur puissance industrielle et de leur pouvoir économique.

### *LES ACHATS DE TERRES ÉTRANGÈRES « VITALES »*

Pour les grands pays asiatiques ou du Moyen-Orient détenteurs d'importantes ressources financières, les fonds d'État servent à assurer l'avenir. Un aspect particulièrement important de cette finalité est, pour les gouvernements de nombreux pays émergents ou pétroliers, de se donner les moyens de garantir un approvisionnement en denrées alimentaires. Leur population est en rapide croissance alors même que les sols de ces pays sont incapables d'assurer une importante production agricole ou qu'ils tendent à devenir insuffisants par rapport à la croissance démographique. La crise alimentaire de 2007 a servi de révélateur. On a vu les cours des denrées agricoles s'envoler rapidement et nombre de pays émergents ou pétroliers, à la recherche de débouchés pour leurs capitaux, se sont alors lancés dans d'importantes opérations d'achats de terre à l'étranger. À la volonté d'assurer l'approvisionnement en denrées de base s'ajoute souvent le désir de produire à l'étranger du bioéthanol ou du biodiesel pour satisfaire une demande énergétique en rapide développement alors que le pétrole, malgré l'effondrement de la demande et du prix à la suite de la crise, apparaît incapable d'assurer la satisfaction de ces besoins à plus ou moins long terme.

Il faut observer que les pays « nouveaux riches », pays émergents d'Asie ou pays pétroliers du Moyen-Orient, ont perdu confiance dans le marché mondial pour assurer cet approvisionnement en denrées alimentaires dans le futur. Ils cherchent donc le moyen de les produire ailleurs, mais pour eux-mêmes.

On a donc assisté, avec la crise alimentaire et l'augmentation des prix du pétrole de 2007, à une forte et brusque accélération des achats de terres par des gouvernements, des fonds souverains ou d'investissement, des entreprises publiques ou privées, par centaines de milliers d'hectares souvent, voire par millions d'hectares, pour des cultures vivrières ou pour la production de biocarburants à base de maïs, d'huile de palme et de cannes à sucre. Et ce mouvement a été soutenu par la Banque mondiale.

En effet, des millions d'hectares sont acquis par la Chine (2 090 000 ha), la Corée du Sud (2 306 000 ha), la Libye, l'Arabie

Saoudite (1 610 000 ha), le Bahreïn, le Koweït, le Qatar, les Émirats Arabes Unis (1 282 500 ha), et même l'Inde et le Japon. Les achats de (très) grands domaines ont été réalisés en particulier au Pakistan, en Birmanie, au Vietnam, au Cambodge, au Laos, aux Philippines, en Indonésie, en Ouganda, au Soudan, à Madagascar, au Brésil, au Kazakhstan, en Ukraine, en Géorgie<sup>3</sup>.

L'acquéreur n'est pas nécessairement, loin de là, un fonds souverain. Ainsi Daewoo, entreprise sud-coréenne, vient (juillet 2008) d'acquérir 1,3 million d'hectares de terres (pour 99 ans), soit l'équivalent de la moitié des terres arables, à Madagascar, pour la culture du maïs et la production d'huile de palme (1 million d'hectares de terres pour le maïs, 300 000 hectares pour les palmiers à huile). Mais c'est le gouvernement sud-coréen qui achète des terres en Argentine, en Russie, en Asie du Sud-Est, au Soudan, comme c'est le gouvernement de Bahreïn qui réalise une opération d'achat massive de terres aux Philippines et en Thaïlande pour cultiver du riz, le gouvernement chinois qui achète des terres en Afrique, au Brésil, en Birmanie, aux Philippines, au Kazakhstan. De même, ce sont les États du Golfe qui achètent des terres au Brésil, en Asie du Sud-Est, le fonds souverain ou le gouvernement du Koweït qui acquiert des latifundios au Yémen, au Maroc, en Égypte, au Laos (riz), en Thaïlande, au Cambodge, en Birmanie (riz, palmiers à huile), au Soudan. Le fonds souverain du Qatar, le Qatar Investment Authority, investit en terres au Soudan, en Indonésie, au Vietnam ; les Émirats Arabes Unis le font en Afrique, au Soudan, au Cambodge, au Vietnam, au Kazakhstan, en Amérique du Sud, au Pakistan, et c'est un fonds souverain libyen qui investit dans de grands domaines au Liberia.

Les protestations locales sont fortes, surtout de la part de la petite paysannerie et de ceux qui, déjà sous-alimentés parfois, voient ces latifundios vendues à des gouvernements, des fonds souverains, des fonds d'investissement ou des groupes privés étrangers, afin de mettre en œuvre une production destinée à nourrir leurs populations. Souvent, ce ne seront même pas les travailleurs locaux qui seront utilisés sur place, mais une main-d'œuvre importée.

Ainsi, au Pakistan, les mouvements paysans sont effrayés par la volonté du Qatar de faire produire une fraction de ses besoins alimentaires dans des latifundios au Pendjab. Ils craignent que des milliers de villages ne soient déplacés. Autre exemple, en Indonésie, les grands domaines (1,6 million d'hectares dans le district de Merauke) destinés à la riziculture pour les Saoudiens se font au détriment des populations papoues locales à qui nul n'a demandé leur avis (elles le donnent cependant, mais l'accord entre gouvernements n'en tient pas compte). Partout, les risques pour les populations indigènes sont

confrontés à la volonté des pays investisseurs d'assurer leur avenir alimentaire ou énergétique ! Certes, ce n'est pas un nouveau colonialisme, il ne s'agit pas de conquérir des terres pour nourrir le peuple<sup>4</sup>, mais de les acquérir, disons donc un nouvel impérialisme. En effet, ne retrouve-t-on pas un phénomène du même type que celui qui, à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, avait donné au capital américain la propriété d'une fraction considérable des sols de l'Amérique Latine ? Avec cette différence qu'aujourd'hui, les fonds souverains et les gouvernements s'associent directement avec leurs capitalistes pour assurer cette mainmise sur les terres étrangères et que les pays exportateurs de capitaux, disons les pays du « Centre impérialiste », ne sont plus les mêmes !

### *L'IMPÉRIALISME : STADE D'ÉMERGENCE DU CAPITALISME*

L'appropriation des terres pour l'agriculture vivrière ou les bioénergies n'est qu'un aspect mineur du néo-impérialisme. L'appropriation des entreprises et des banques des pays du Nord par les fonds souverains des pays émergents ou producteurs de pétrole peut être considérée, elle aussi, comme à l'origine d'un nouvel impérialisme<sup>5</sup>. L'acquisition de titres de propriété d'usines, de banques, de domaines agricoles donne au propriétaire étranger un pouvoir, une autorité, précisément un *dominium* ? Mais si les débuts du XXI<sup>ème</sup> siècle posent la question de l'impérialisme, comme cela avait été le cas à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et au début du XX<sup>ème</sup> siècle, c'est avec un retournement *a priori* étonnant de situation.

Les théories de l'impérialisme se développèrent jadis sous les plumes des austro-marxistes, Otto Bauer et Rudolph Hilferding, de Rosa Luxemburg et de Lénine, et avant tous, de John A. Hobson (dès 1902). Elles méritent d'être revisitées car leur argumentation est d'actualité, mais à condition de renverser leur perspective. L'impérialisme, loin d'être le stade suprême du capitalisme, en serait le stade d'émergence, une maladie infantile du capitalisme en quelque sorte. Hier, les seuls à avoir perçu cette caractéristique « renversante » furent Rudolph Hilferding et Joseph Schumpeter<sup>6</sup>.

Que constatons-nous depuis le début de notre siècle ? Alors que les économies émergentes connaissent une expansion rapide, les capitaux ne se déplacent plus principalement du Nord au Sud, mais du Sud au Nord, les balances commerciales des pays émergents sont fortement excédentaires, les exportations tirant la croissance comme jamais dans l'histoire. Le phénomène est nouveau par son ampleur. En effet, le rôle du marché extérieur pour l'économie chinoise particulièrement est beaucoup plus important que pour l'Angleterre de la

révolution industrielle à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle et au début du XIX<sup>ème</sup>, que pour l'Allemagne de la mutation industrielle à la fin du XIX<sup>ème</sup> et au début du XX<sup>ème</sup>, beaucoup plus que pour le Japon dans les années 1950 et 1960. Dans le cas chinois, le *dumping* monétaire, réalisé grâce à des taux de change sous-évalués, participe au dopage des exportations et permet la constitution de réserves de change considérables. Elles servent, comme dans d'autres cas, les recettes fiscales ou autres liées aux exportations de pétrole et de diverses matières premières, à la constitution de fonds souverains qui achètent les titres de propriété des banques et des grandes entreprises industrielles des pays avancés, et des terres des pays qui en disposent à bon marché.

La Chine est caractéristique avec sa croissance à 10 % axée sur les exportations à près de 75 %, sa balance commerciale fortement excédentaire, ses réserves de change de 1 500 Md\$, son fonds souverain, le China Investment Corp (CIC), doté de 200 Md\$ et ses banques d'État qui investissent les fonds propres de grandes banques ou sociétés industrielles. Certes, les opérations de capitalisation les plus spectaculaires viennent des fonds souverains de Singapour (GIC investissant 11 MdCHF dans l'UBS) ou des pétromonarchies (particulièrement Abu Dhabi : ADIA, son fonds souverain, détient 1 300 Md\$), mais le cas des grandes nations (Chine, Russie) pose des problèmes spécifiques.

Impérialisme ? Au-delà de sa charge émotive, on osera le terme, mais un impérialisme seulement économique, jusqu'ici pacifique. Il s'agit d'un comportement, sinon normal, du moins courant, au stade du capitalisme dans son enfance. La question de savoir si « l'empire » américain vacille, s'il a réduit ou accru son agressivité militaire est autre. Je voudrais seulement montrer que l'argumentation économique diversifiée des théoriciens de l'impérialisme ne s'applique pas aujourd'hui aux États-Unis, mais aux pays émergents. La forme de capitalisme qui y règne, leur dynamisme, leurs rapports sociaux, le rôle de l'État, leur régime politique portent l'impérialisme économique « comme la nuée porte l'orage » (pour rester dans la phraséologie socialiste de la Belle Époque).

Au commencement, il y a l'ouvrage de J.-A. Hobson, *Imperialism, a Study*, en 1902, et sa théorie de l'*over-saving*. Les idées essentielles y sont présentes. La croissance de la production ne trouve pas en face d'elle une puissance de consommation suffisante du fait de la répartition des revenus, du blocage des salaires (plus généralement des très bas revenus des pauvres), d'une part, et du caractère limité des consommations des riches, d'autre part. D'où l'*over-saving* par rapport aux occasions d'investir sur place. D'où la nécessité d'expulser ce surplus, sous la forme

d'exportations de marchandises et de capitaux. Rosa Luxembourg développe une argumentation voisine dans *L'Accumulation du capital* (en 1913). Dans la mesure où les salariés ne peuvent jamais consommer que la part de la valeur produite qui correspond à leurs salaires, la part qui correspond au surplus doit être (pour l'essentiel) accumulée. Or, les occasions d'investir tendent à faire défaut puisqu'elles reposent en définitive sur une base de consommation qui ne peut s'accroître du fait de la stagnation des salaires. Il faut donc trouver une issue hors du capitalisme vers des classes extra-capitalistes (paysans, propriétaires...) et si celles-ci font défaut ou sont paupérisées, il ne reste que la voie de l'exportation des marchandises. D'où l'impérialisme pour les exportations, par les exportations, et les conquêtes coloniales pour fournir des débouchés aux entreprises.

Quant à Hilferding, très marqué par la situation des pays émergents d'alors (l'Allemagne et les États-Unis), il met en relation leur agressivité exportatrice appuyée sur un protectionnisme offensif et la formation des cartels et des trusts, du capital financier (*Das Finanzkapital* est le titre de son ouvrage en 1910). Les prix de monopole à l'intérieur font les profits de monopole, mais ils limitent les capacités de consommer du marché intérieur, d'où le nécessaire *dumping* des exportations pour absorber une production rapidement croissante et (avec la généralisation des protections en représailles) les exportations de capitaux pour exporter la production. Rappelons que Lénine, dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* (1916-1917) retiendra la plupart de ces idées. Pour lui, les stratégies monopolistes des trusts et des cartels, celles des banques, conduisent à une suraccumulation du capital, d'où son nécessaire débordement, la situation misérable des classes laborieuses, l'excès d'épargne à la Hobson, ne permettant pas de développer le marché intérieur, ne fournissant pas suffisamment d'occasion d'investir.

Pour ces auteurs (sauf Hilferding), l'impérialisme est donc relié alors à l'idée de « maturité ». Le capitalisme de maturité dégage trop de surplus ou trop d'épargne pour qu'il puisse être réinvesti sur place, le marché intérieur manque de ressort faute d'une base de consommation suffisante. Et finalement, Georges Bataille dans *La Part maudite* (1949) est dans cette optique : le capitalisme doit évacuer, d'une façon ou d'une autre, un surplus qui tend à devenir excessif, le « flamber » ou l'exporter.

Pourtant, contrairement à ce que les théoriciens de l'impérialisme imaginaient au début du siècle dernier, ce n'était pas la maturité du capitalisme, mais sa jeunesse qui en était la cause. Le dynamisme, la puissance de l'accumulation du capital alliée à la faiblesse des rémunérations des travailleurs et donc au manque de ressort relatif de la



consommations intérieure, imposaient l'évacuation du capital ou des exportations.

On le sait, le capitalisme au Nord a dépassé ce stade. Après la crise de 1929 et le *New Deal*, après la Seconde Guerre mondiale, durant les Trente Glorieuses, continuellement poussées par les revendications des salariés organisés, aussi parce que le communisme imposait un défi extérieur, surtout du fait de la généralisation macroéconomique du « fordisme », la hausse des revenus des salariés et la consommation de masse ont fourni des débouchés *a priori* illimités à l'accroissement de l'offre produite par l'accumulation du capital. La consommation des ménages est alors devenu le moteur essentiel de la croissance.

Ainsi, si nous considérons les États-Unis en ce début du XXI<sup>ème</sup> siècle, on observe que tout est à rebours des caractéristiques de l'impérialisme économique « classique » : la consommation supporte l'investissement et tire la croissance, le taux d'épargne est nul, les capitaux sont massivement importés, aussi bien sous la forme d'IDE (investissement direct étranger) que d'investissement de portefeuille, la balance commerciale est sévèrement déficitaire...

En revanche, observons les pays au capitalisme émergent, observons la Chine. Nous y constatons les caractéristiques d'un impérialisme par les exportations de marchandises à la Rosa Luxemburg et un impérialisme par les exportations de capitaux à la Hilferding - Lénine. Si le taux d'investissement y est très élevé, le taux d'épargne lui est supérieur. N'est-il pas possible de parler d'un *over-saving* à la Hobson avec un taux d'épargne autour de 40 %, un marché intérieur qui ne se développe pas suffisamment imposant de soutenir la croissance par une politique d'exportation et de change agressive ? 75 % de la croissance chinoise vient des marchés extérieurs. D'où des exportations de capitaux considérables et un fonds d'investissement qui peut acheter des titres de propriété au Nord. Demain, la « tonte des coupons », expression chère à Lénine, par le capital d'État chinois ou du Moyen-Orient ?

Peut-être, mais la propriété du capital donne des pouvoirs, le pouvoir. Le moderne *Finanzkapital*, surtout celui des grandes banques d'affaires américaines, détient un pouvoir d'orientation et de dynamisation considérable. Il tient les leviers du processus de concentration du capital à l'échelle globale, et le bouclage macroéconomique dépend de leur stratégie. Les fonds souverains qui acquièrent une fraction de la propriété des grandes entreprises industrielles américaines ou européennes peuvent obtenir le contrôle de leur stratégie, favoriser leur acquisition, les coopérations avec leurs propres entreprises nationales, et les transferts de technologie, voire un espionnage industriel à la maison ?

Un impérialisme d'émergence donc, fondé sur le fait que le marché intérieur ne se développe pas suffisamment, l'augmentation des salaires étant freiné par l'immensité de l'armée de réserve des paysans misérables, par l'existence de nouvelles classes exploitantes, prédatrices même, en relation à l'État, et par le despotisme de cet État, par l'absence de syndicat, et l'épargne proliférant en l'absence d'un système d'assurance sociale. Cet impérialisme d'émergence a d'ailleurs des aspects « hilferdingiens » avec la conjonction du protectionnisme et d'une politique d'exportation volontariste, avec le rôle des grandes entreprises d'État qui remplacent les cartels de l'ancienne Allemagne qu'encourageait et soutenait l'État, avec un régime de change fixe artificiellement faible en substitut du *dumping* jadis pratiqué par les cartels allemands.

Il faut ajouter que le patriotisme et sa forme dévoyée, le nationalisme, triomphent dans la plupart des pays émergents, en particulier en Inde, en Chine, « un chauvinisme d'État ». On se trouve dans une situation qui n'est pas sans rappeler la France de la III<sup>ème</sup> République avant 1914 ou l'Allemagne à la même époque ! Péchés de jeunesse sans doute ? Mais les émergences économiques et nationales ne sont-elles pas allées de pair dans les années qui ont précédé les grands affrontements de la Première et de la Seconde Guerre mondiale ?

36

Les tendances à un nouvel impérialisme, non pas de maturité mais d'émergence, doivent être relativisées.

D'abord, les États qui détiennent d'importants fonds souverains, la Chine, Singapour, les pétromonarchies du Moyen-Orient, ont subi jadis, et encore récemment, la domination du Nord, depuis le colonialisme et la politique de la canonniers jusqu'à la guerre d'Irak, depuis les traités inégaux jusqu'aux remontrances après la crise asiatique. Ils n'ont pas oublié, et leur volonté est d'abord d'assurer leur indépendance. Avant de penser à pratiquer l'impérialisme, il leur reste à conforter leur position économique et politique face à l'ancien impérialisme du Nord.

Ensuite, les pays émergents à croissance démographique forte comme les pays producteurs de pétrole sont confrontés à un risque de pénurie alimentaire pour le futur et, pour les seconds, au risque d'épuisement de la ressource exportable. Il n'est donc pas étonnant qu'ils cherchent des terres pour assurer, dans le futur proche, l'alimentation de leur population. Si cela pouvait se faire de telle manière que les pays vendeurs de terres bénéficient de retombées positives, pourquoi pas ? Le risque est que seules certaines catégories de la population de ces pays en tirent des avantages, particulièrement les classes dirigeantes, les propriétaires

fonciers, les bourgeoisies, au détriment des populations paysannes ou des classes urbaines pauvres et sous-alimentées. Ces privilégiés seraient alors les nouveaux *compradores* du nouvel impérialisme !

Enfin, si impérialisme d'émergence il y a, par cela même il est transitoire, il tient fondamentalement à la faiblesse relative du marché intérieur, des salaires, à l'absence de protection sociale dans ces pays émergents. Certes, on ne peut pas compter sur les nouvelles classes exploitantes, sur les profiteurs de l'État despotique pour pousser à ces changements. Cependant, il serait étonnant que la croissance vigoureuse, les gains de pouvoir d'achat des salariés déjà obtenus, ne se traduisent pas plus ou moins rapidement par des transformations politiques et sociales de grande ampleur, pas nécessairement pacifiques. On doit souhaiter, on peut anticiper que le marché intérieur des grands pays émergents absorbera l'essentiel de la production tandis que le dynamisme de l'accumulation capitaliste se ralentira. Dans la crise économique, on observe que la Chine choisit, enfin, d'opter pour le développement du marché intérieur et que la prise de conscience des contraintes environnementales se développe. Dans une décennie, la Chine et les autres pays émergents auront rejoint le peloton des nations du Nord au plus grand avantage de celles-ci et de l'ensemble de l'humanité.

En attendant, rien ne serait plus dangereux que de briser cet essor en mettant en œuvre des mesures de rétorsion protectionnistes qui ne pourraient que provoquer une crise mondiale majeure et qu'exacerber les tensions économiques et politiques. En revanche, il est devenu nécessaire de réguler à l'échelle mondiale l'accroissement des flux de capitaux, de contrôler les flux spéculatifs et, en ce qui concerne les IDE, de contrôler plus particulièrement (pas seulement) ceux qui ont comme origine, non pas des entreprises privées, mais des fonds souverains ou des gouvernements étrangers.

Le « fonds stratégique d'investissement » doté de 20 Md€ décidé en novembre 2008 par le gouvernement français est à la fois un moyen de suppléer (modestement) aux capitaux des fonds d'investissement étrangers (donc de moduler une présence aussi désirée que crainte) et un outil de la politique industrielle publique ou pour soutenir le marché financier tout en évitant que son internationalisation ne s'accélère (elle est déjà presque à 50 %). L'État est de retour dans la crise comme sauveur des institutions financières ou des entreprises en difficulté, il doit l'être aussi dans ce qui est directement de son ressort, les écoles, les universités, la recherche et le soutien à l'innovation. Il ne doit pas être présent seulement dans les tempêtes, il doit aussi permettre que la prise en compte du long terme ne soit pas négligée dans les stratégies d'investissement. N'est-il pas préférable que ce soit l'État

national qui prenne en compte les intérêts à long terme de l'économie et des citoyens plutôt que les États étrangers et leurs fonds souverains ? En a-t-il les moyens ? Oui. Certes, il n'est pas assis sur un trésor de guerre accumulé par les excédents de balance commerciale, mais dans la mesure où il s'agit d'investissement productif au sens plein du terme, le recours à l'emprunt est parfaitement justifié.

## NOTES

1. Thomas Hobbes, *Leviathan*, édité par CB Macpherson, Penguin Books, 1985, p. 161.

2. La Banque centrale, qui peut jouer un rôle décisif en ce qui concerne la liquidité du système, ne peut recapitaliser directement. Elle peut cependant baisser les taux (comme elle le fait aux États-Unis et ne le fait pas en Europe), ce qui correspond à une hausse des obligations et peut faire monter la valeur des actions, soit une revalorisation du capital. Mais la baisse des taux tend également à accroître l'endettement !

3. Cf. le rapport de Julian Borger dans *The Guardian* du 22 novembre 2008.

38

4. Comme l'écrivait le pangermaniste *völkisch* et raciste allemand Albrecht Wirth, dans *Volkstum und Weltmacht in der Geschichte*, Bruckmann, Munich, 1904 : « Un peuple a besoin de terres pour son activité, de terres pour son alimentation. Aucun peuple n'en a autant besoin que le peuple allemand qui se multiplie si rapidement, et dont le vieil habitat est devenu dangereusement étroit. Si nous n'acquérons pas bientôt de nouveaux territoires, nous irons inévitablement à une effrayante catastrophe. Que se soit au Brésil, en Sibérie, en Anatolie ou dans le Sud de l'Afrique, peu importe, pourvu que nous puissions à nouveau nous mouvoir en toute liberté et fraîche énergie, pourvu que nous puissions à nouveau offrir à nos enfants de la lumière et de l'air d'excellente qualité et quantité abondante ».

5. Dans ce chapitre, je reprends l'argumentation de mon article « Impérialisme d'émergence ou bienveillance souveraine » in *Fonds souverains : à nouvelle crise, nouvelle solution ?*, Paris : PUF, Descartes et cie, Les Cahiers du Cercle des économistes, 2008.

6. Dans « Contribution à une sociologie de l'impérialisme », in *Impérialisme et classes sociales*, Paris : Flammarion, 1984 (« Zur Soziologie der Imperialismen », *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, vol. 46, 1918-1919), Schumpeter estime que cette recherche de la domination pour la domination, du pouvoir pour le pouvoir, n'est pas assimilable à la recherche rationnelle d'un objectif précis au moyen de la force (l'impérialisme est finalement une stratégie perdante). Il s'agit d'un héritage des temps guerriers, féodaux et monarchiques (« les morts règnent toujours sur les vivants » conclut-il) qui va finir par disparaître avec le triomphe de la bourgeoisie, de ses intérêts et de son esprit rationnel, du libre-échange et de la paix. Un optimisme étonnant, très « fin de l'histoire » à la Fukuyama première manière, chez le pessimiste Schumpeter.